



Pour nos retraites, On continue !

En promulguant la loi contre nos retraites avec la complicité du Conseil constitutionnel, Macron pensait pouvoir « tourner la page ». C'était sans compter avec la mobilisation populaire.

Dès le soir de son discours, nous étions des milliers dans la rue avec nos casseroles. Et, depuis, lui et ses ministres sont « accueillis » par des manifestations à chaque déplacement. Et l'Intersyndicale, unanime, ne s'est pas rendue à la convocation à l'Elysée. **La page n'est pas tournée.**

Ce premier mai, nous sommes à nouveau nombreux/ses dans la rue. Et nous ne nous arrêterons pas. Les salarié·e·s (actifs, retraités ou privés d'emploi) et la jeunesse vont continuer à se mobiliser.

Si le Conseil constitutionnel avalise le RIP (Référendum d'Initiative Partagée) le 3 mai, il nous faudra nous mobiliser pour obtenir les 5 millions de signatures nécessaires. Si le Conseil, une fois de plus, se montrer insensible à la démocratie, il nous faudra imposer par notre mobilisation que la parole soit donnée aux citoyennes et citoyens pour trancher la question des retraites.

Nous ne lâcherons pas parce qu'il s'agit de ne pas perdre les deux meilleures années de nos retraites, parce que nous refusons de voir encore grandir les inégalités au détriment des femmes.

Si nous lâchons, nul doute que ce gouvernement tentera de s'attaquer à d'autres de nos acquis sociaux. De s'attaquer à nos acquis démocratiques, comme il le fait déjà contre la Ligue des Droits de l'Homme et les Soulèvements de la Terre.

Au contraire, gagner sur les retraites nous mettrait en position d'obtenir d'autres victoires pour inverser la tendance au néo-libéralisme autoritaire, et pouvoir enclencher une véritable et indispensable transition sociale et écologique.



Contre Macron, Renforcer la NUPES

Dans son allocution du 17 avril, Macron a reconnu que sa loi n'est pas acceptée. Mais peu lui importe, il veut tourner la page. Au-delà du personnage, méprisant et autoritaire, cette négation de la démocratie est liée à la Constitution de 1958, qui donne à l'exécutif et à son président des pouvoirs exorbitants, on l'a vu avec le 49.3.

Alors, soit Macron cède sur les retraites en acceptant que la parole soit donnée au peuple pour trancher, soit il faudra se mobiliser pour qu'il s'en aille. Mais, il ne suffira pas de se débarrasser du personnage, il faut en finir avec cette Constitution anti-démocratique. Et ouvrir la voie à une nouvelle Constitution, à une nouvelle République, qui respecte enfin la souveraineté populaire au lieu du pouvoir d'un seul.



Pour cela, il convient que se mette en place une véritable alternative à gauche. Elle existe potentiellement : c'est la Nupes, qui a permis une progression de la gauche aux Législatives de juin dernier. Mais la Nupes, alliance entre les seuls partis qui l'ont créée, doit s'élargir à toutes les formations de la gauche sociale et écologique qui le souhaitent. Elle doit devenir l'instrument de tout le peuple de gauche. C'est pourquoi nous proposons de la développer dans les territoires par des assemblées citoyennes, avec possibilité d'adhésions directes à la Nupes.

C'est par la mobilisation de tous et toutes que la Nupes pourra devenir l'alternative majoritaire au pouvoir macroniste et agir contre le risque de l'extrême droite. En 2024, cela doit se concrétiser par une liste commune de la Nupes aux élections européennes.

Le mouvement ENSEMBLE! et la Gauche Démocratique et Sociale (GDS) ont décidé d'agir en commun dans le 44.

Ayant constaté nos convergences depuis des années, nous considérons qu'unir nos forces à diverses occasions est une nécessité.

C'est aussi un signal que nous voulons donner à la gauche : rassemblée, elle sera toujours plus forte.